



Union for the Mediterranean  
Union pour la Méditerranée  
الاتحاد من أجل المتوسط

# CADRE POLITIQUE DE L'UPM POUR LES ACTIONS À MENER 2030

Agenda pour l'Eau  
Division de l'Eau 2020

Avec le soutien financier de



Le Secrétariat de l'UpM  
est cofinancé par  
l'UNION EUROPÉENNE



# Cadre politique de l'UPM pour les actions à mener 2030



Union for the Mediterranean  
Union pour la Méditerranée  
الاتحاد من أجل المتوسط

Coordinateur & co-auteur	Almotaz Abadi Directeur Général de l'eau de l'UpM
Équipe de recherche	Groupe d'Experts de l'UpM sur l'Eau (WEG) Partenaires de l'UpM sur l'Eau
Mentions	Cette publication constitue le document principal de l'Agenda de l'eau de l'UpM et illustre les politiques et actions à mettre en œuvre dans la région méditerranéenne afin de faire face à la pénurie d'eau, à l'adaptation au climat, et met en évidence les aspects transversaux, notamment la thématique du genre, la jeunesse, l'entrepreneuriat et l'emploi.
Date de publication	Décembre 2020, traduit en Mars 2021

# Sommaire

<b>Chapitre 1:</b> NEXUS Eau Énergie Alimentation Ecosystème . . . . .	<b>4</b>
<b>Chapitre 2:</b> Eau Emploi Migration . . . . .	<b>8</b>
<b>Chapitre 3:</b> Eau Assainissement et Hygiène . . . . .	<b>12</b>
<b>Chapitre 4:</b> Eau et Actions pour le Changement Climatique . . . . .	<b>15</b>
<b>Annexes:</b>	
Plan de Travail Bisannuel pour chaque Thématique. . . . .	<b>18</b>
Projets & initiatives de l'UpM . . . . .	<b>28</b>
Actions mises en œuvre par les États membres de l'UpM . . . . .	<b>33</b>

## À Souligner

### Domaine d'Action Thématique # 1

#### **NEXUS Eau Énergie Alimentation Ecosystème**

L'eau, l'alimentation, l'énergie et les écosystèmes sont essentiels au bien-être de l'homme, à la réduction de la pauvreté et au développement durable.

Les États membres de l'UpM sont bien conscients des défis liés à l'eau, l'énergie, l'alimentation et aux écosystèmes. Bien que l'intégration intersectorielle soit un effort constant, les défis associés ont jusqu'à présent été abordés principalement au sein de silos.

### Domaine d'Action Thématique # 2

#### **Eau Emploi Migration**

Le périmètre Eau Emploi Migration a pour but d'aider les pays de l'UpM à devenir plus efficaces en matière de gestion de l'eau, permettant ainsi de générer des revenus et des opportunités d'emploi pour leurs populations, y compris pour les jeunes et les femmes, tout en s'attaquant à certaines des causes profondes de la migration.

### Domaine d'Action Thématique # 3

#### **Eau Assainissement et Hygiène**

Le chapitre Eau Assainissement et Hygiène a pour but de contribuer aux objectifs de développement mondial et d'atteindre l'accès universel à l'eau et à l'assainissement pour tous.

Mettre en évidence la valeur économique et les économies d'eau en vue d'obtenir des services durables et stables dans la région, afin de permettre l'engagement du secteur privé.

### Domaine d'Action Thématique # 4

#### **Eau et Actions pour le Changement Climatique**

Le changement climatique joue un rôle majeur dans l'altération dans le temps et l'espace de l'allocation des ressources en eau, entraînant des répercussions économiques, sociales et environnementales qui se font particulièrement sentir dans la région méditerranéenne, déjà soumise à un stress hydrique.

# Chapitre 1: Programme de travail du Groupe d'experts de l'UpM sur l'eau

## NEXUS Eau Énergie Alimentation Ecosystème

### 1. Contenu

L'eau, l'alimentation, l'énergie et les écosystèmes sont essentiels au bien-être humain, à la réduction de la pauvreté et au développement durable, notamment en luttant contre les effets du changement climatique. Ces éléments sont interconnectés par un ensemble de cadres naturels, institutionnels, économiques et sociaux. Par exemple, l'eau est utilisée pour la production agricole et constitue la clé de voûte de toute la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire. L'agriculture représente 70 % du total des prélèvements d'eau douce dans le monde. L'énergie est nécessaire pour produire, transporter et distribuer les aliments. Environ 30 % de l'énergie mondiale totale est utilisée par le secteur alimentaire. L'eau est utilisée pour produire de l'énergie, et l'énergie est nécessaire pour extraire, pomper, soulever, collecter, transporter et traiter l'eau. Des écosystèmes sains favorisent la durabilité des éléments ci-dessus et sont affectés négativement si l'eau, l'énergie ou l'alimentation sont utilisées de manière non durable. Les demandes en eau, en nourriture et en énergie augmentent en raison de la croissance démographique et du développement économique. On estime que d'ici 2050, il faudra 50 % d'eau, 60 % de nourriture et 80 % d'énergie en plus au niveau mondial ; d'ici 2030, le monde devrait faire face à un déficit en eau de 40 % dans le cadre du scénario climatique "business-as-usual" (2030 WRG, 2009). De telles estimations devraient avoir un impact négatif sur les écosystèmes. Progresser dans ce domaine contribuera grandement à la réalisation du droit à l'eau et à l'assainissement ainsi qu'à la mise en œuvre de l'agenda 2030, en particulier les points 6, 11, 12 et 13.

Les interactions entre les secteurs eau-énergie-alimentation-environnement peuvent donner lieu à des synergies ou à des compromis. Par exemple, les projets d'infrastructure à grande échelle, comme l'hydroélectricité, peuvent avoir des avantages dans plusieurs secteurs, voire au-delà des frontières,

comme la production d'hydroélectricité, le stockage de l'eau pour l'irrigation et les utilisations urbaines, l'atténuation des effets des inondations et des sécheresses, etc. Toutefois, ces interactions peuvent également avoir des conséquences défavorables, même de nature socio-économique, notamment si elles s'accompagnent d'une utilisation peu judicieuse des ressources en eau. Par exemple, la culture de plantes bioénergétiques dans un système d'agriculture irriguée peut contribuer à améliorer l'approvisionnement énergétique et à créer de nouvelles possibilités d'emploi, mais elle peut également entraîner une concurrence accrue pour les ressources en terre et en eau, avec des conséquences négatives pour la production alimentaire locale. Le dessalement peut présenter des avantages et des défis similaires. Ainsi, les arbitrages sont une réalité et doivent être pris en compte lors de la sécurisation des besoins des trois secteurs. Chacun des pays peut prendre des décisions différentes en termes de traitement des arbitrages en fonction de ses priorités stratégiques.

Les États membres de l'UpM sont bien conscients des défis liés à l'eau, l'énergie, l'alimentation et aux écosystèmes. Bien que l'intégration intersectorielle soit un effort constant, les défis associés ont jusqu'à présent été abordés principalement au sein de silos. Cela est dû à la fragmentation des responsabilités, à une coordination insuffisante, à des chevauchements réglementaires, etc. Si l'on veut assurer simultanément la durabilité de l'eau, de l'énergie, de l'alimentation et des écosystèmes, les décideurs, y compris ceux qui ne sont responsables que de secteurs particuliers, doivent considérer leurs choix et de leurs décisions dans une perspective intersectorielle plus large.

Le Nexus eau-énergie-alimentation-écosystèmes a été introduit comme approche visant à l'amélioration de la sécurité de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation tout en préservant les écosystèmes et leurs fonctions et en augmentant la résilience au climat, en réduisant les arbitrages et en s'orientant vers des modes de consommation plus durables, en améliorant l'efficacité et la gouvernance.

Une approche Nexus de la gestion sectorielle, par une évaluation technique renforcée, un dialogue politique, des améliorations au niveau de la gouvernance, la mobilisation des investissements, des applications reproductibles, la collaboration et la coordination, est nécessaire pour garantir que les co-avantages et les compromis ne soient pas seulement pris en compte mais aussi que des garanties appropriées soient mises en place pour prévenir et/ou atténuer leurs effets néfastes, notamment en ce qui concerne la disponibilité des ressources en eau, en tenant compte de la manière dont ces approches peuvent s'intégrer dans les priorités nationales des pays.

En raison de cette multiplicité des développements conceptuels, le Nexus représente un véhicule prometteur pour promouvoir les considérations sur les questions transversales (par exemple, le genre, l'engagement des parties prenantes, les droits, la pauvreté, la coopération transfrontalière, etc.). Le Nexus peut contribuer aux efforts visant à intégrer davantage ces questions, en plus de son rôle central dans la promotion de la création d'emplois verts.

## 2. But et objectif(s)

**But:** renforcer l'utilisation durable des ressources naturelles pour atteindre les objectifs de développement durable dans le cadre de l'Agenda 2030 dans la région de l'UpM.

**Objectif:** introduire et/ou promouvoir l'approche du Nexus Eau-Energie-Alimentation-Ecosystèmes, et catalyser les actions pour son intégration, son financement et sa mise en œuvre dans les Etats membres de l'UpM, aux niveaux national et local (bassin) ainsi que dans la région de l'UpM.

### 3. Résultats et types d'interventions possibles

RÉSULTATS ATTENDUS	<b>PRINCIPAUX TYPES D'INTERVENTIONS</b> Exemples suggérés et non contraignants de telles interventions (court, moyen, long terme)
<b>Les défis et les solutions liés au Nexus sont identifiés et hiérarchisés</b> , à différentes échelles géographiques, grâce à une analyse et à des évaluations basées sur une consultation multipartite.	<b>Établir un contexte pour les interventions politiques, l'identification et la hiérarchisation des investissements</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaboration d'évaluations stratégiques, économiques et techniques à différents niveaux</li> <li>• Facilitation des dialogues politiques multipartites à différents niveaux</li> <li>• Faciliter les dialogues avec des groupes cibles (par exemple, les décideurs, les utilisateurs, les acteurs du secteur privé, etc.)</li> </ul>
Renforcement des <b>cadres de gouvernance du Nexus</b> , à différentes échelles géographiques.	<b>Fournir des outils pour introduire et rendre opérationnelle l'approche Nexus dans les systèmes de gouvernance</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaboration de lignes directrices pour la conception et la mise en œuvre de dialogues politiques multisectoriels sur le Nexus</li> <li>• Lignes directrices pour l'intégration des considérations du genre dans l'agenda national du Nexus</li> <li>• Élaboration de lignes directrices pour l'introduction et l'utilisation des outils d'analyse/évaluation du Nexus</li> <li>• Élaboration de lignes directrices pour le développement de systèmes d'information nationaux destinés à soutenir l'analyse du Nexus et la prise de décision</li> <li>• Élaboration de stratégies et de plans d'action pour l'intégration de la planification des politiques du Nexus</li> </ul>
<b>Planification et mise en œuvre</b> de solutions pour le Nexus, à différentes échelles géographiques.	<b>Coordonner, exploiter et faciliter le financement des interventions pour le Nexus</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le développement d'infrastructures pour le Nexus coordonné par une planification stratégique, alignée sur les plans de développement nationaux</li> <li>• Préparation des investissements des financements facilités pour le Nexus</li> <li>• Valoriser les outils pour promouvoir l'entrepreneuriat lié au Nexus, y compris les start-ups en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes</li> </ul>
<b>Partage des connaissances et renforcement des capacités</b> sur les méthodologies, les politiques et les technologies du Nexus.	<b>Générer et diffuser les connaissances sur le Nexus</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Partage des connaissances sur les méthodes analytiques du Nexus</li> <li>- Partage des connaissances sur les innovations techniques</li> <li>- Partage des connaissances sur les instruments fondés sur le marché (tels que les PPP) pour appliquer au Nexus</li> <li>- Renforcement des capacités des décideurs sectoriels et des principales parties prenantes (autorités des bassins fluviaux, coopératives d'irrigants, planificateurs du secteur de l'énergie, gestionnaires de l'environnement, société civile)</li> <li>- Élaboration d'une boîte à outils pour la formation professionnelle sur les emplois liés au Nexus</li> </ul>
<b>Application de démonstration</b> mises en œuvre pour le partage des connaissances.	<b>Concevoir et mettre en œuvre des interventions pilotes ayant un potentiel de reproduction au niveau local</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Applications pilotes locales du Nexus à la pointe du progrès, facilitées par une approche régionale de partage des connaissances, afin de présenter les options de transfert de technologie, par exemple pour le pompage de l'eau et l'irrigation avec des sources d'énergie renouvelables, le dessalement avec des options énergétiques durables, les barrages à usages multiples, etc.</li> </ul>

## 4. Résultats

**Les résultats visés sont notamment les suivants :**

- sécurité de l'eau, sécurité énergétique, sécurité alimentaire, protection des écosystèmes favorisée.
- aider à la protection des habitats intérieurs, côtiers et marins et de la biodiversité.
- soutien à la réduction de la pollution des terres et d'autres pressions.
- promouvoir la résilience au changement climatique.



## 5. Partenariats

Les activités seront conçues et mises en œuvre sous la direction et avec la facilitation de l'UpM. Les pays qui ont exprimé leur intérêt à contribuer au programme de travail du Nexus de l'Agenda pour l'eau de l'UpM et à en bénéficier sont l'Albanie, l'Algérie, la Bosnie-Herzégovine, le Liban, le Monténégro, le Maroc et la Tunisie.

Le programme de travail du Nexus sera coordonné techniquement par GWP-Med, avec des contributions des partenaires intéressés.

Des exemples d'initiatives, de programmes et de projets en cours et à venir qui contribueront de manière opérationnelle ou dont les synergies seront recherchées pour le programme de travail du Nexus comprennent notamment le programme «Dialogues régionaux Nexus» de la GIZ, soutenu par la CE ; les travaux de la CEE-ONU sur le Nexus au niveau transfrontalier ; les travaux de l'ONUAA sur le Nexus et le climat, soutenus par l'agence SIDA ; PRIMA soutenu par la CE ; le projet Nexus «Child Project» du GEF MAP UNEP MedProgramme; le projet GWP-Med «Nexus in Southeastern Europe» soutenu par ADA, Allemagne et GEF IW : LEARN ; le projet GWP-Med «Making Water Cooperation Happen - Matchmaker», notamment en ce qui concerne l'aquifère du Sahara occidental, soutenu par SIDA ; les projets de la Fondation MAVA sur les écosystèmes/Nexus.

Les synergies avec les processus et activités liés au Nexus en Afrique, l'UE et les partenaires du CCG seront encouragées.

# Ch2: Programme de travail du Groupe d'experts de l'UpM sur l'eau

## Eau Emploi Migration

### 1. Contenu

En partant du principe que "la sécurité de l'eau et la croissance sont symbiotiques"<sup>1</sup>, il est possible d'aider les pays de l'UpM à devenir plus économes en eau, permettant ainsi de générer des revenus et des opportunités d'emploi pour leurs populations, y compris pour les jeunes et les femmes, tout en s'attaquant à certaines des causes profondes de la migration. Cela est essentiel dans une région où 50 millions d'emplois seront créés au cours de la prochaine décennie pour absorber l'offre croissante de main-d'œuvre. Parallèlement, il convient d'aider les pays de l'UpM qui sont des pays de transit et/ou d'accueil de réfugiés à évaluer les impacts et à relever les défis qui y sont liés. Progresser sur ces points aidera considérablement à la mise en œuvre de l'Agenda 2030, comme pour les ODD 1, 3, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16 et 17.

Le stress hydrique, exacerbé par l'intensification de la variabilité et du changement climatique ainsi que par une gouvernance de l'eau insuffisante, est un facteur crucial et de plus en plus un multiplicateur de menaces qui entrave le développement durable. Les limitations de la disponibilité de l'eau et la médiocrité des services d'approvisionnement en eau sont liées à l'insécurité alimentaire, aux menaces qui pèsent sur les services écosystémiques, au manque d'emploi, à l'instabilité sociale et, éventuellement, à des conflits violents<sup>2</sup>. Ces facteurs comptent parmi les multiples causes profondes de la migration, qui doivent être abordées en tenant compte des circonstances politiques, économiques, sociales et culturelles interdépendantes. Dans une large mesure, les objectifs de la migration sont des objectifs de développement.

Selon le rapport 'Global High - Level on Water and peace report'<sup>3</sup>, il convient de veiller à ce que les populations migrantes bénéficient de la sécurité de l'eau et du droit à l'eau, point qui devrait être partie intégrante de la gouvernance de l'eau. Une gouvernance de l'eau efficace représente un instrument important dans la prévention des conflits violents.

Trois emplois sur quatre dans le monde dépendent de l'eau<sup>4</sup>. De sa collecte, en passant par diverse usages, jusqu'à son retour final dans l'environnement naturel, l'eau est un facteur clé de la création d'emplois et, plus largement, de possibilités de création de revenus. Cela est soit directement lié à sa gestion (approvisionnement, infrastructures, traitement des eaux usées, etc.), soit dans des secteurs économiques fortement dépendants de l'eau tels que l'agriculture, la pêche, l'énergie, l'industrie ainsi que l'environnement et la santé. Par exemple, les défis liés à l'eau d'ici à 2050 devraient faire baisser le PIB de la région MOAN de 6 à 14 %<sup>5</sup>, si l'on adopte une approche de statu quo. Les tendances en matière d'emploi dans la région MOAN se sont déjà aggravées, en particulier dans les zones rurales où, selon certaines études, les revenus s'effondrent en raison de la plus grande variabilité de l'offre, de l'épuisement des ressources en eaux souterraines et de la pollution de l'eau<sup>6</sup>. En outre, un bon accès à l'eau potable et à l'assainissement favorise une main-d'œuvre qualifiée et en bonne santé, ce qui constitue un facteur essentiel pour une croissance économique soutenue.

<sup>1</sup> Global Water Partnership (GWP), *Water in the Green Economy, Perspectives Paper*, (Stockholm: GWP, 2012).

<sup>2</sup> The World Bank Group (WB), *High and Dry: Climate Change, Water, and the Economy*, (Washington, DC: WB, 2016).

<sup>3</sup> Titled: A Matter of Survival

<sup>4</sup> 2016 Rapport UN World Water Development

<sup>5</sup> WB, *High and Dry*, 2016

<sup>6</sup> World Water Assessment Programme (WWAP), *The United Nations World Water Development Report 2016: Water and Jobs*, (Paris: UNESCO, 2016).

La migration est un défi majeur en Méditerranée. Les flux migratoires commencent généralement par des mouvements ruraux-urbains et, lorsque la pression dans les villes s'intensifie, ils deviennent transnationaux. Les effets du changement climatique aggravent les pressions. Les conséquences des migrations sont multiples : perte de main-d'œuvre pour les pays d'origine, pression accrue sur les ressources pendant le transit pour l'approvisionnement en nourriture et en eau, pressions sur les pays d'accueil, également sur les ressources en eau, pour l'accueil et l'intégration, etc. Ces dernières années, les flux migratoires et les défis qui y sont liés, notamment en raison des guerres et des conflits politiques, n'ont cessé d'augmenter. Des réponses sont déjà en place et d'autres sont en préparation, tandis que les conditions dans les pays de transit et d'accueil sont difficiles, tant pour les réfugiés que pour les populations d'accueil.

Les jeunes font partie des groupes d'âge les plus touchés par l'évolution du chômage, ce qui conduit finalement à la migration. Deux grands défis connexes, en particulier pour la région MOAN, sont reconnus : un manque généralisé de demande de main-d'œuvre ; et on attribue généralement aux jeunes une faible employabilité en raison de l'inadéquation des compétences<sup>7</sup>. Il en résulte un surplus de main-d'œuvre, tant chez les personnes peu qualifiées qui manquent de compétences matérielles et humaines pour les postes techniques vacants, que chez les diplômés universitaires qui souffrent d'une concurrence féroce pour très peu d'emplois ou dont les compétences sont dépassées. Outre les jeunes en général, qui constituent une part disproportionnée de la population sans emploi et sous-employée, les jeunes femmes en particulier sont largement exclues des emplois stables. Plus d'un quart des jeunes sont prêts à émigrer ailleurs<sup>8</sup> car les causes profondes de leur situation ne sont pas suffisamment prises en compte.

Parallèlement, la technologie et l'innovation dans le secteur de l'eau apportent une valeur ajoutée aux efforts déployés par les pays en vue d'une gestion durable de l'eau. Si elles sont intégrées, soutenues par une volonté politique, des outils de planification et des investissements, elles peuvent créer des opportunités pour de nouveaux marchés, de nouvelles compétences

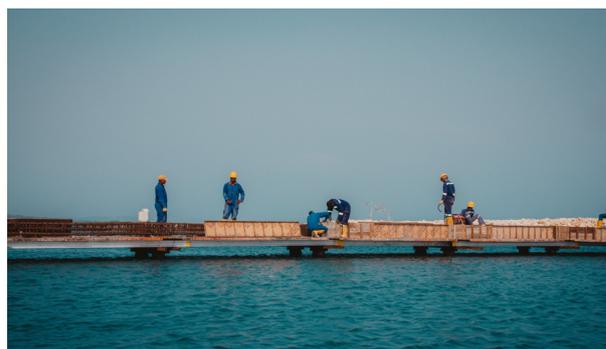
et de nouveaux domaines d'emploi. Ces possibilités d'emploi comprennent, entre autres, divers postes - de la technique à la gestion - dans l'agriculture durable, la gestion intégrée des eaux urbaines, l'industrie, y compris pour la production et la consommation durables, le tourisme, les services écosystémiques, etc. Les technologies d'approvisionnement en eau efficace, le traitement et la réutilisation des eaux usées, les techniques non conventionnelles de gestion des ressources en eau, y compris celles basées sur des approches de la relation eau-alimentation-énergie-écosystème, les pratiques de dessalement plus durables, les solutions basées sur la nature, etc. sont autant de domaines susceptibles de développer de nouveaux marchés et de nouvelles compétences.

Dans une approche similaire, bien qu'adaptée aux réalités et aux capacités, les emplois liés à l'eau peuvent contribuer à la création de revenus pour les réfugiés et, à plus long terme, à l'inclusion sociale. En outre, les solutions liées à l'eau sont importantes pour améliorer les moyens de subsistance des réfugiés, y compris la santé.

## 2. But et objectif(s)

**But :** aider à relever les défis liés à l'eau, qui est l'une des sources potentielles de chômage entraînant des migrations, en tenant compte également de l'impact des migrations et des déplacements sur les ressources en eau, contribuant ainsi à créer un environnement propice au développement durable et à la stabilité dans la région de l'UpM.

**Objectif :** intégrer les approches et les actions relatives à l'eau, à l'emploi et à la migration afin d'accroître l'employabilité et l'esprit d'entreprise liés à l'eau dans les pays d'origine, de transit et d'accueil des migrants, tout en promouvant la gestion durable de l'eau, l'égalité des sexes et les objectifs relatifs à la jeunesse.



<sup>7</sup> International Labour Organization (ILO), *Global Employment Trends for Youth 2015: Scaling up investment in decent jobs for youth*, (Geneva: ILO, 2015)

<sup>8</sup> ILO, *Global Employment Trends for Youth*, 2015.

### 3. Résultats et types d'interventions possibles

RÉSULTATS ATTENDUS	PRINCIPAUX TYPES D'INTERVENTIONS Exemples suggérés et non contraignants de telles interventions (court, moyen, long terme)	VALEUR AJOUTÉE DE L'AGENDA DE L'UPM POUR L'EAU
Les <b>défis et solutions liés à l'eau</b> , l'emploi et la migration (WEM) ont été identifiés et hiérarchisés, à différentes échelles géographiques, par le biais d'analyses et de consultations multipartites.	<p><b>Établir un contexte pour les interventions politiques, l'identification et la hiérarchisation des investissements</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluations politiques, socio-économiques et techniques WEM, à différents niveaux, en se concentrant sur les besoins / opportunités dans le secteur de l'eau</li> <li>• Facilitation des dialogues politiques multipartites du WEM, à différents niveaux</li> <li>• Faciliter les dialogues WEM avec des groupes cibles (par exemple, les décideurs, les chambres de commerce, les jeunes, les femmes, les acteurs du secteur privé, les agences d'aide internationale, etc.</li> <li>• Évaluation du rôle du secteur privé dans l'agenda WEM</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion de la compréhension mutuelle en vue d'une action, grâce à l'établissement d'un contexte commun</li> <li>- Synergies facilitées, grâce à l'élaboration d'approches communes pour une action concertée</li> <li>- Les parties prenantes sont responsabilisées, en les engageant dans un dialogue structuré</li> </ul>
Renforcement des <b>cadres de gouvernance du WEM</b> , à différentes échelles géographiques.	<p><b>Fournir des outils pour promouvoir l'accent sur le WEM dans les systèmes de gouvernance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaboration de lignes directrices pour l'intégration des considérations relatives au WEM dans les plans nationaux (ex. pour l'emploi, les migrations, le développement, l'eau, le changement climatique)</li> <li>• Plans d'action WEM élaborés au niveau national</li> <li>• Aide à l'adaptation des paramètres de gouvernance nationale à l'agenda WEM</li> <li>• Élaboration de lignes directrices pour l'intégration des considérations de gestion durable de l'eau dans les stratégies et plans nationaux de migration</li> <li>• Élaboration de lignes directrices pour l'intégration de l'eau et des considérations de genre dans les plans d'action nationaux pour la migration</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'eau est reconnue par les ministères concernés, au-delà du secteur de l'eau, comme un élément clé pour relever les défis actuels du développement</li> <li>- Aide à l'élaboration de politiques et à la prise de décisions nationales sur des programmes complexes dépassant le secteur traditionnel de l'eau, grâce à des outils de pointe</li> </ul>
La <b>planification et la mise en œuvre</b> des solutions WEM.	<p><b>Coordonner, exploiter et faciliter le financement des interventions WEM</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Facilitation de sélection des options de financement des objectifs WEM par le biais des options de financement disponibles</li> <li>• Faciliter l'intégration des objectifs et cibles du WEM dans les prochains cadres de financement régionaux et nationaux</li> <li>• Évaluation des instruments de marché destinés à promouvoir l'entrepreneuriat lié au WEM, y compris les start-ups, en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes</li> <li>• Mise en place et/ou transformation du marché pour des solutions innovantes dans le domaine de l'eau (par exemple, des ressources en eau non conventionnelles, des technologies eau-énergie-alimentation-écosystèmes), avec assistance au niveau national</li> <li>• Facilitation de la préparation des investissements et autres financements du WEM, en mettant l'accent sur les PME et les jeunes pousses d'innovation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- De nouveaux financements et investissements sont mobilisés, notamment par des approches innovantes</li> <li>- Le secteur de l'eau bénéficie de financements autres que l'eau</li> </ul>

RÉSULTATS ATTENDUS	PRINCIPAUX TYPES D'INTERVENTIONS Exemples suggérés et non contraignants de telles interventions (court, moyen, long terme)	VALEUR AJOUTÉE DE L'AGENDA DE L'UPM POUR L'EAU
<b>Partage des connaissances, sensibilisation et renforcement des capacités</b> sur les méthodologies, les politiques et les technologies WEM.	<b>Générer et diffuser la connaissance et l'innovation WEM</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Facilitation du renforcement des capacités des groupes ciblés (par exemple, les décideurs, les parlementaires, les administrateurs publics, etc) sur certaines questions relatives au WEM</li> <li>• Facilitation de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP) pour les jeunes et les femmes dans des domaines conventionnels et innovants</li> <li>• Facilitation d'une plate-forme de la jeunesse pour l'échange de connaissances et de technologies</li> <li>• Conception et coordination de programmes d'études, à différents niveaux d'enseignement, qui mettent en adéquation les compétences avec les exigences professionnelles actuelles et futures et qui ciblent les possibilités d'emploi dans les domaines de la gestion de l'eau et des terres</li> <li>• Mise en œuvre de campagnes de sensibilisation sur le secteur de l'eau en tant que «fournisseur d'emplois</li> <li>• Conception et coordination de campagnes nationales de sensibilisation sur les questions liées au WEM</li> </ul>	- Les parties prenantes, y compris les jeunes et les femmes, sont équipées pour répondre aux défis complexes du développement dans le secteur de l'eau et au-delà
<b>Actions de démonstration</b> mises en œuvre comme moyens de partage des connaissances WEM.	<b>Concevoir et mettre en œuvre des interventions pilotes susceptibles d'être reproduites au niveau local</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Actions pilotes, y compris le tutorat et le soutien aux start-ups, facilitées par une approche régionale de partage des connaissances, par exemple dans les domaines du lien eau-énergie-alimentation-écosystème et des ressources en eau non conventionnelles</li> </ul>	- Le potentiel d'applicabilité des solutions intégrées et innovantes est pratiquement démontré, en tant que moyens de réplication et d'action concertée

## 4. Résultats

### Les résultats visés sont notamment les suivants :

- La sécurité de l'eau ainsi que la sécurité énergétique, la sécurité alimentaire et la protection des services écosystémiques sont encouragées.
- renforcement de la résilience et de l'adaptation au changement climatique.
- augmentation de l'employabilité et de l'esprit d'entreprise dans le domaine de l'eau.
- amélioration de la capacité de financement, y compris l'investissement, et de l'environnement pour le développement durable.
- Atténuation des problèmes de migration.
- Renforcement de l'inclusion sociale, en particulier pour les jeunes et les femmes.
- renforcement des connaissances institutionnelles et techniques.
- développement durable facilité.

## 5. Partenariats

Les activités seront élaborées et mises en œuvre sous la direction et avec l'aide de l'UpM. Les pays qui ont exprimé leur intérêt à contribuer et à bénéficier du programme de travail 'Eau Emploi Migration' de l'Agenda pour l'eau de l'UpM sont l'Italie, la Jordanie, le Liban, la Turquie et le Maroc. Les partenaires financiers ayant exprimé leur intérêt sont notamment l'Italie. Le programme de travail

Eau Emploi Migration sera soutenu techniquement par le Partenariat mondial pour l'eau - Méditerranée et les organisations internationales et régionales contributrices. Les organisations internationales et régionales participantes sont notamment l'UNESCO-WWAP, le CMI, le CIHEAM, [la Fondation Anna Lindh].

Parmi les initiatives, programmes et projets en cours et à venir qui contribueront de manière opérationnelle au programme de travail Eau Emploi Migration, nous pouvons citer les actions qui feront suite au Sommet de La Valette sur les migrations (2015) et les fonds qui y sont liés ; les activités des Nations unies, notamment le PNUD et l'UNESCO WWAP ; l'initiative Med4Jobs de l'UpM visant à accroître l'employabilité des jeunes et à permettre aux PME de se développer ; les activités de formation professionnelle de GIZ dans les pays de la région MOAN ; SwitchMed ; PRIMA ; le projet H2O Maghreb de l'USAID/Maroc et de l'ONUDI ; le programme d'investissement Eau Afrique de l'UA/BAD/GWP. Le prochain programme-cadre régional Eau Emploi Migration, développé par des partenaires régionaux dans le cadre du projet «Making Water Cooperation Happen - Med Water Matchmaker» soutenu par Sida-, devrait favoriser les synergies et le développement de nouvelles actions.

Les synergies avec les processus et activités liés au thème Eau Emploi Migration en Afrique et dans les pays de l'UE seront encouragées.

# Ch3: Programme de travail du Groupe d'experts de l'UpM sur l'eau

## Eau Assainissement et Hygiène

### 1. Contenu

La majorité des pays méditerranéens ont déployé des efforts soutenus pour améliorer les conditions sanitaires et d'hygiène des agglomérations urbaines et rurales, pour protéger l'environnement et pour améliorer les conditions de vie des citoyens par le biais de grands projets dans le domaine de l'assainissement; beaucoup de ces pays ont élaboré des stratégies et des programmes nationaux pour améliorer et mettre en place des infrastructures d'assainissement depuis les années 80.

L'agenda pour l'eau de l'UPM est un outil permettant de contribuer à l'agenda mondial pour le développement et de parvenir à une couverture universelle en matière d'eau et d'assainissement pour tous. Il permet de prendre en compte la valeur économique et les économies d'eau en termes généraux afin de parvenir à des services durables et stables dans la région, dans le but de permettre l'engagement du secteur privé, le développement d'opportunités d'investissement et de renforcer les capacités pour le développement de projets financables.

Pour parvenir à une telle équation, il faut faire preuve d'innovation et d'invention; de nouvelles technologies sont nécessaires ainsi que la création d'un mécanisme durable pour accélérer leur transfert et leur mise en œuvre. Aborder cette question au niveau régional dans le cadre de l'UPM permettra à chaque État membre de renforcer les capacités dans ce secteur et d'échanger des connaissances au niveau politique et opérationnel en créant une plateforme durable entre les services d'eau et les opérateurs du secteur de l'eau et en intégrant ces éléments dans les plans de développement nationaux.

Ces efforts et stratégies sont mis en œuvre conformément à l'ODD 6 "Assurer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous" et sont actuellement orientés vers l'accès général aux services d'assainissement, y compris dans les zones rurales,

en partageant des bonnes pratiques issues des expériences antérieures. Cela comprend l'amélioration de la réutilisation des eaux usées traitées en tant que ressource non conventionnelle pouvant contribuer à atténuer la pénurie d'eau au niveau local.

La coopération Nord-Sud, mais aussi Sud-Sud en Méditerranée devrait être renforcée et structurée. Nous devons continuer à valoriser le savoir-faire de certains pays de la région, mais aussi tirer les leçons des échecs. Il serait intéressant de structurer davantage la coopération, notamment par le lancement d'un appel à projets euro-méditerranéen spécifique pour cibler des projets innovants (sur l'utilisation des boues d'épuration, par exemple), de nature scientifique et/ou normative (adaptation, généralisation ou harmonisation des normes en vigueur entre les pays). L'accent devrait être mis sur le renforcement des capacités des autorités locales, notamment pour la mise en œuvre de la GIRE.

### 2. But et objectif(s)

**But:** renforcer l'utilisation durable et efficace des ressources en eau pour atteindre les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 dans la région de l'UpM.

**Objectif:** introduire et/ou promouvoir une approche intégrée pour la réalisation des ODD en matière d'eau et d'assainissement, et catalyser l'action pour son intégration, son financement et sa mise en œuvre dans les États membres de l'UpM, aux niveaux national, local et régional.



### 3. Résultats et types d'interventions possibles

RÉSULTATS ATTENDUS	PRINCIPAUX TYPES D'INTERVENTIONS Exemples pour de telles interventions
<p><b>Les défis Eau Assainissement et Hygiène (WASH) et les solutions innovantes sont identifiés et classés par ordre de priorité</b>, à différentes échelles géographiques, grâce à une consultation multipartite basée sur les ODD et les JMP, la directive cadre de l'UE sur l'eau pour les pays de la CE.</p>	<p><b>Établir un contexte pour les interventions politiques, l'identification et la hiérarchisation des investissements</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaboration d'évaluations économiques et techniques de la politique WASH, à différents niveaux</li> <li>• Facilitation des dialogues politiques multipartites sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène, à différents niveaux</li> <li>• Faciliter les dialogues WASH avec des groupes cibles (par exemple, les décideurs, les utilisateurs, les acteurs du secteur privé, etc.)</li> </ul>
<p>Renforcement <b>des cadres de gouvernance WASH</b>, à différentes échelles géographiques.</p>	<p><b>Fournir des outils pour introduire les réformes nécessaires dans les systèmes de gouvernance du secteur WASH</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaboration de lignes directrices pour la conception et la mise en œuvre des dialogues politiques WASH</li> <li>• Lignes directrices pour l'intégration des considérations de genre/groupes vulnérables dans le programme national WASH</li> <li>• Élaboration de lignes directrices pour l'introduction et l'utilisation des outils d'analyse et d'évaluation WASH</li> <li>• Élaboration de lignes directrices pour le développement de systèmes d'information nationaux destinés à soutenir l'analyse et la prise de décision dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH)</li> <li>• Élaboration de stratégies et de plans d'action WASH pour l'intégration de l'élaboration et de la planification des politiques sectorielles</li> </ul>
<p>Favoriser la <b>planification et la mise en œuvre</b> de solutions innovantes WASH, à différentes échelles géographiques.</p>	<p><b>Coordonner, mobiliser et faciliter le financement des interventions WASH</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le développement des infrastructures WASH est coordonné par une planification stratégique, alignée sur les plans de développement nationaux</li> <li>• Facilitation de la préparation et du financement des investissements dans le secteur WASH</li> <li>• Évaluation et promotion des instruments pour la promotion de l'esprit d'entreprise dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, y compris les start-ups, en particulier les femmes, les enfants et les jeunes</li> </ul>
<p><b>Partage des connaissances et renforcement des capacités</b> en matière de WASH, de politiques et de technologies.</p>	<p><b>Générer et diffuser des connaissances sur les innovations et les inventions dans le secteur WASH</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Partage des connaissances sur les obstacles, les échecs et les réussites de l'application de solutions innovantes dans le domaine de l'approvisionnement durable en eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH)</li> <li>• Partage des connaissances sur les innovations et les inventions dans le secteur WASH, y compris la gouvernance, le financement, la technologie, etc.</li> <li>• Partage des connaissances sur les instruments fondés sur le marché (tels que les PPP) pour le secteur WASH</li> <li>• Connaissance des mécanismes innovants pour intégrer la mise en œuvre des innovations dans le secteur WASH au niveau des politiques, des IFI, des communautés au niveau régional, national et spécifiquement local</li> <li>• Facilitation du renforcement des capacités des décideurs sectoriels et des principales parties prenantes</li> <li>• Élaboration d'une boîte à outils de formation professionnelle sur les emplois liés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène</li> </ul>
<p><b>Applications de démonstration</b> mises en œuvre comme moyens de partage des connaissances.</p>	<p><b>Concevoir et mettre en œuvre des interventions pilotes susceptibles d'être reproduites au niveau local</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Applications pilotes WASH locales et modernes facilitées par une approche régionale de partage des connaissances, comme moyen de démontrer les options de transfert de technologie, par exemple pour le contrôle des fuites, la purification et le traitement de l'eau, etc.</li> </ul>

## 4. Résultats

**Les résultats visés sont notamment les suivants :**

- Favoriser des ODD pour l'eau et l'assainissement (augmentation de la couverture de la fourniture de services pour l'approvisionnement en eau).
- Aide à la protection de la santé publique, des habitats et de la biodiversité.
- Soutien à la réduction de la pollution de l'eau et des sols.
- Amélioration des moyens de subsistance.

## 5. Partenariats

Les activités seront conçues et mises en œuvre sous la direction de l'UpM. Les partenaires financiers ayant exprimé leur intérêt comprennent tous les membres de la Task Force financière.

Parmi les initiatives, programmes et projets en cours et à venir qui contribueront de manière opérationnelle au programme de travail Eau Assainissement et Hygiène, on peut citer l'initiative H2020/PRPI, etc.

Les synergies avec les processus et activités liés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène en Afrique, dans l'UE, dans le cadre de l'initiative H2020 et dans les pays du CCG seront encouragées.

# Ch4: Programme de travail du Groupe d'experts de l'UpM sur l'eau

## Eau et Actions pour le Changement Climatique

### 1. Contenu

Le changement climatique participe à la modification dans le temps et dans l'espace de l'allocation des ressources en eau, et se traduit par des répercussions économiques, sociales et environnementales qui se font particulièrement sentir dans la région méditerranéenne, déjà soumise à un stress hydrique. En effet, le GIEC a classé la région comme l'un des 25 "points chauds" touchés par le changement climatique.

La nécessité urgente de mettre en œuvre des stratégies de résilience de l'eau, tout en renforçant le secteur de l'eau dans le cadre du climat mondial, a conduit à faire entendre haut et fort la voix de l'eau et du climat lors de la Journée d'action pour l'eau à la COP22 à Marrakech. À cet égard, l'action concertée des présidences de la COP21 et de la COP22 (France et Maroc) ainsi que des membres de la communauté mondiale de l'eau a permis à la COP22 de devenir une étape importante dans l'histoire de la conférence des Nations Unies sur le climat, en rendant l'eau beaucoup plus visible dans le débat sur le climat.

En avril 2017, les ministres de l'eau de l'UpM réunis à Malte ont pris la mesure de la menace du changement climatique, reconnaissant que son impact "exacerbe les pressions sur les ressources en eau existantes, en particulier dans la région méditerranéenne".

Les ministres ont ouvert la voie à la reconnaissance des liens entre le secteur de l'eau et les mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique. En particulier, ils ont réaffirmé :

- leur "engagement à mettre en œuvre l'Agenda 2030 pour le développement durable qui fournit, par le biais des objectifs de développement durable (ODD), un cadre d'action pour la durabilité, notamment en ce qui concerne l'eau et les secteurs interconnectés".
- "que le partenariat de Marrakech pour une action mondiale en faveur du climat fournit un cadre concret et une volonté puissante pour un engagement

mondial des gouvernements et des acteurs non gouvernementaux à accélérer et intensifier les actions urgentes et à améliorer l'accès au financement pour faire face aux effets néfastes du changement climatique sur l'eau en tenant compte de l'agenda international de l'eau et du climat". Ils ont également souligné une prise de conscience:

- "L'accord de Paris (2015) fournit un cadre pour l'élaboration de contributions déterminées au niveau national (CDN) en prenant en considération l'eau comme l'un des secteurs dans lesquels les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets sont essentielles et doivent être prises en temps opportun".
- "Le rôle majeur que l'agenda 2030, les objectifs de développement durable et l'accord de Paris occupent désormais dans l'agenda mondial façonne une large vision du développement avec une approche cohérente pour traiter les interconnexions et les éléments transversaux des objectifs de développement durable".

### 2. Contexte

À la suite de l'élaboration de l'Agenda pour l'eau de l'UpM, il a été convenu, lors de la 8<sup>ème</sup> réunion du groupe d'experts sur l'eau, qui s'est tenue le 1<sup>er</sup> février 2018, mer Morte (Jordanie), de considérer comme programme de travail prioritaire l'adaptation au changement climatique et l'eau (ACC). Ce domaine thématique pourrait être considéré comme horizontal et s'étendre sur les autres domaines thématiques et pourrait être développé conformément à la stratégie d'action climatique de l'UpM, à l'accord de Paris, au partenariat de Marrakech et aux CDN.

Certaines lignes d'action potentielles ont été reconnues et il a été recommandé de les développer davantage lors des prochaines réunions de la Task Force CCA, comme présenté ci-dessous:

- Lois et législations nationales
- Mesures d'adaptation et d'atténuation

- Communication entre la communauté de l'eau et la communauté du changement climatique, y compris la communauté de l'énergie, en vue de développer les co-avantages par le biais d'actions pour le CC
- Le transfert de technologie et l'échange d'outils modernes de mesure de la fréquence des inondations sont encouragés
- Sensibilisation et changement de comportement
- Dessalement et réutilisation des eaux usées
- Recharge précautionneuse de la nappe phréatique
- Récolte des eaux de tempête
- Utilisation d'énergie renouvelable dans le pompage et le captage des eaux souterraines.
- Intensification des stations météorologiques

Conformément à son mandat sur le changement climatique, l'environnement et l'eau, il convient de noter que le secrétariat de l'UpM entreprend actuellement un certain nombre d'initiatives directement liées au changement climatique et à l'eau. Le travail de l'UpM concernant ces thématiques est rapporté au groupe de travail de l'UpM sur l'environnement et le changement climatique. Certaines des activités en cours relèvent du programme de travail du groupe d'experts sur le changement climatique (CCEG) et du programme de l'UpM sur l'eau, tandis que d'autres relèvent du programme de l'UpM sur l'environnement. Ces activités contribuent au domaine de travail prioritaire sur le changement climatique et l'eau de l'Agenda de l'UpM pour l'eau .

À cet égard, le 13 novembre 2018, la Division Eau et Environnement, en coordination avec la Division Action Climatique du Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UpM), avec le soutien de l'UE (DG Climat) et du Royaume Hachimite de Jordanie (MWI), a organisé dans les locaux de l'UpM à Barcelone, une réunion ad hoc du CCEG de l'UpM sur l'adaptation en relation avec l'agenda de l'UpM sur l'eau et la création imminente de la Task Force Adaptation au changement climatique et à l'eau (W-CCA TF).

L'objectif de la réunion ad hoc était :

a- Informer des diverses activités entreprises par le secrétariat dans tous les domaines liés aux questions d'adaptation à l'eau, et en particulier des travaux en cours pour aider les États membres de l'UpM à mettre en œuvre leurs contributions déterminées au niveau national, des travaux des experts méditerranéens sur l'environnement et le changement climatique (MEDECC), en association avec le PNUE-PAM, sur

la dégradation des terres avec l'ONUAA et sur la sécheresse avec la Convention des Nations unies sur la désertification, ainsi que des liens avec le financement du climat

b- Présenter aux membres du CCEG les objectifs, les priorités et les éléments potentiels de la future Task Force CCA sur l'eau à inclure dans la feuille de route du programme de travail de la Task Force CCA élaboré en 2019.

c- Engager une discussion pour d'assurer une meilleure contribution des initiatives en cours du CCEG, du MedECC et d'autres groupes au secteur de l'eau,

d- Obtenir de ce groupe un mandat renforcé afin de déployer davantage d'efforts sur les parties des actions de l'UpM déjà existantes qui concernent l'eau, et discuter d'autres suggestions de nouvelles initiatives.

### 3. Feuille de route vers un programme de travail

La réunion ad hoc du 13 novembre à Barcelone peut être considérée comme un point de départ pour créer un environnement propice à la coopération et aux synergies avec la division «Énergie et changement climatique» de l'UpM et les travaux du groupe d'experts sur le changement climatique en particulier. La réunion a permis de réfléchir à l'opportunité de comprendre quelles sont les principales actions/initiatives entreprises et, à partir de là, d'examiner les moyens de créer des synergies avec l'Agenda pour l'eau et la feuille de route du W-CCA pour mettre en œuvre le programme de travail de la Task Force. Les lignes de compréhension commune ont été discutées:

a) Assurer des synergies avec le groupe de travail de l'UpM sur l'environnement et le changement climatique ;

b) Étudier la pertinence pour le secteur de l'eau des actions et initiatives actuelles de l'UpM ;

c) Assurer une meilleure contribution des initiatives en cours au plan de travail de la TF W-CCA ;

d) L'analyse régionale des CDN du CCEG pourrait être d'un grand intérêt pour le CCA, en particulier si une étude de "deuxième phase" axée sur les lacunes en matière de résilience de l'eau dans le contexte du CC est explorée ;

e) Les processus des PAN étant le maillon faible de la CCNUCC, il y a une opportunité pour le CCA et le GECT de soulever les questions de l'adaptation à l'eau.

f) Coopérer avec le MedECC dans l'élaboration de leur rapport d'évaluation sur la situation et l'impact du CC sur le Bassin Méditerranéen

g) soulever la question des coûts des systèmes de protection contre les inondations

h) S'attaquer à la question globale des mesures d'adaptation et engager avec le SEMIDE/EMWIS une réflexion sur les indicateurs d'adaptation à l'eau

i) Se concentrer sur les flux financiers climatiques liés à l'adaptation à l'eau par le biais de l'évaluation par le CCEG des flux financiers climatiques dans les pays du SEMed-MENA.

## 4. Résultats et types d'interventions possibles

RÉSULTATS ATTENDUS	PRINCIPAUX TYPES D'INTERVENTIONS Exemples pour de telles interventions
Les défis "Eau et Actions pour le Changement Climatique" (WCCA) et les <b>solutions innovantes ont été identifiés et classés par ordre de priorité</b> , à différentes échelles géographiques, grâce à une consultation multipartite basée sur les CDN, les PAN et les ODD.	<p><b>Établir un contexte pour les interventions politiques, l'identification et la hiérarchisation des investissements</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Evaluation des PAN et des besoins exprimés dans les PND et PAN des pays par rapport à l'ACC sur l'eau</li> <li>• Engager des dialogues politiques multipartites facilités, à différents niveaux</li> <li>• Donner la priorité aux CCA de l'eau dans les PAN en mettant l'accent sur les technologies locales innovantes ou ancestrales de gestion de l'eau</li> <li>• Coordonner les actions avec la stratégie 5+5 pour l'eau en Méditerranée occidentale, en assurant notamment des synergies avec la priorité 9 de cette stratégie</li> <li>• Engager des dialogues constructifs avec d'autres initiatives sous-régionales.</li> </ul>
<b>Renforcement des cadres de gouvernance</b> Eau et Actions pour le Changement Climatique, à différentes échelles géographiques.	<p><b>Fournir des outils pour introduire et rendre opérationnel dans les systèmes de gouvernance des pays</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaboration de lignes directrices pour la conception et la mise en œuvre des dialogues politiques</li> <li>• Lignes directrices pour l'intégration des considérations liées au genre et aux groupes vulnérables dans le programme national</li> <li>• Elaboration d'un cadre pour l'évaluation/le suivi de la vulnérabilité de l'eau et de l'adaptation au CC: mise en place, à la demande du pays, d'un système de suivi et d'évaluation de l'adaptation à l'eau (systèmes nationaux de S&amp;E)</li> <li>• En conséquence du point ci-dessus, aider à élaborer, le cas échéant, des systèmes d'information et des indicateurs nationaux pour suivre l'adaptation de l'eau au CC et faciliter la prise de décision</li> <li>• Élaboration de stratégies (y compris la législation) et de plans d'action pour l'intégration de l'élaboration et de la planification des politiques sectorielles</li> </ul>
<b>Permettre la planification et la mise en œuvre</b> de solutions innovantes pour la thématique Eau et Actions pour le Changement Climatique, à différentes échelles géographiques.	<p><b>Coordonner, exploiter et faciliter le renforcement des capacités, le transfert de technologies et le financement des interventions</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le développement des infrastructures est coordonné par une planification stratégique, alignée sur les CDN, les ODD, le cadre Sendai pour la réduction des risques de catastrophes et les plans d'adaptation nationaux</li> <li>• Facilitation de la préparation des investissements et du financement vert</li> <li>• Sensibilisation aux spécificités transversales</li> </ul>
<b>Renforcement des capacités</b> sur les méthodologies, les politiques et les technologies pour la thématique Eau et Actions pour le Changement Climatique.	<p><b>Générer et diffuser les connaissances pour la thématique Eau et Actions pour le Changement Climatique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Partage des connaissances sur la résilience des populations dans des conditions de pénurie d'eau</li> <li>• Partage des connaissances sur les innovations techniques</li> <li>• Facilitation du renforcement des capacités des décideurs sectoriels et des principales parties prenantes (autorités de bassin fluvial, conseils infranationaux élus, coopératives d'irrigants, planificateurs du secteur privé et du secteur de l'énergie, gestionnaires de l'environnement, universités, société civile, etc.</li> <li>• Élaboration d'une boîte à outils de formation sur les emplois</li> <li>• Renforcer les capacités et le rôle des acteurs non étatiques dans la mise en œuvre du programme de l'UpM pour l'eau au niveau sous-national</li> </ul>
<b>Partage des connaissances</b> par le biais d'exemples de réussite et d'applications de mises en œuvre.	<p><b>Concevoir et mettre en œuvre des projets pilotes d'adaptation susceptibles d'être reproduits au niveau local</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Applications pilotes pour l'adaptation locale de l'eau au changement climatique, facilitées par une approche régionale de partage des connaissances, comme moyen de démontrer les options de transfert de technologie, par exemple pour le pompage de l'eau et l'irrigation avec des sources d'énergie renouvelables, le changement d'utilisation des terres, le dessalement avec des options énergétiques durables, etc.</li> </ul>

# Annexes

## Plan de Travail Bisannuel pour chaque Thématique

### App1: NEXUS Eau Énergie Alimentation Ecosystème

#### 1. Introduction

Le plan de travail 2020-2022 du groupe d'experts de l'UpM sur le thème du Nexus eau-énergie-alimentation-écosystèmes (WEFE) vise à traduire en actions les objectifs et le contenu du chapitre correspondant du programme de travail à long terme.

En tant que telles, les activités proposées en 2020-2022 correspondent aux résultats et types d'intervention/résultats présentés dans le chapitre du programme de travail du groupe d'experts de l'UpM (joint en annexe). Ils comprennent plus précisément:

RÉSULTATS ATTENDUS	OBJECTIFS VISÉS	ACTIVITÉS 2020-2022
Identification et hiérarchisation des défis et solutions liés au Nexus WEFE, à différentes échelles géographiques, grâce à une consultation multipartite basée sur l'analyse et les évaluations du Nexus	Établir un contexte pour les interventions politiques, l'identification et la hiérarchisation des investissements	Dans la version finale du document, ces cellules refléteront les activités du tableau détaillé du plan de travail 2020-2022
Renforcement des cadres de gouvernance du Nexus WEFE, à différentes échelles géographiques	Fournir des outils pour introduire et rendre opérationnelle l'approche du Nexus WEFE dans les systèmes de gouvernance	Comme ci-dessus
Faciliter la planification et la mise en œuvre des solutions pour le Nexus WEFE, à différentes échelles géographiques.	Coordonner, mobiliser et faciliter le financement des interventions du Nexus WEFE	Comme ci-dessus
Partage des connaissances et renforcement des capacités sur les méthodologies, les politiques et les technologies du Nexus WEFE	Générer et diffuser la connaissance du Nexus WEFE	Comme ci-dessus
Démonstration des applications du Nexus WEFE mises en œuvre comme moyen de partage des connaissances	Concevoir et mettre en œuvre des interventions pilotes susceptibles d'être reproduites au niveau local	Comme ci-dessus

Compte tenu des défis liés au COVID-19, notamment le report de la 11<sup>ème</sup> réunion du groupe d'experts sur l'eau (prévue fin mars 2020, à Athènes), l'élaboration des plans de travail thématiques du groupe d'experts a été retardée. Il est ainsi suggéré que ceux-ci couvrent la période 2020-2022, ce qui accordera plus de temps pour la mise en œuvre. Malgré cela, certaines activités ont déjà été mises en œuvre au cours du premier semestre 2020.

La version zéro actuelle fournit une approche préliminaire. Elle fait notamment écho aux présentations et aux discussions de la réunion informelle du groupe d'experts sur l'eau (9-10 juin 2020, en ligne). Elle sera brièvement présentée lors de la réunion conjointe des groupes de travail de l'UpM sur les Nexus WEFE et le WEM (23 juillet 2020, en ligne), et une version actualisée sera disponible et diffusée pour les contributions des parties prenantes intéressées et pour l'orientation des États membres de l'UpM.

## 2. Activités 2020-2022

Le tableau suivant présente les activités suggérées ainsi qu'un calendrier indicatif pour leur mise en œuvre, les partenaires contributeurs suggérés et les ressources éventuellement engagées. Des partenaires pourront venir s'ajouter à terme et au vu de l'intérêt manifesté. La dernière colonne indique les intersections/synergies des activités du Nexus WEFE avec celles d'autres plans de travail thématiques.

Activité	2020	2021	2022	Principaux partenaires	Ressources clés	Synergies thématiques
<b>A. Préparer le terrain</b>						
<p><b>A1.</b> Cartographie des principaux partenaires et actions (en cours et prévues) du Nexus WEFE aux niveaux régional et national</p> <p>Le travail est terminé pour l'Europe du Sud-Est (GWP-Med/ADA) et pourrait être enrichi pour la région MENA (GWP-Med/GEF MedProgramme)</p>	x	x		UpM, GWP-Med, UNEP/MAP [tbc]	ADA Nexus in SEE Project, GEF UNEP/MAP MedProgramme/ Nexus Project	
<p><b>A2.</b> Assembler le recueil de références du Nexus WEFE (défis, besoins, solutions, opportunités, etc.)</p> <p>Les partenaires ont récemment mis à disposition des publications et des études sur le Nexus WEFE en Mediterranean. Il est intéressant de les rassembler et de les partager (avec des mises à jour régulières)</p>		x	x	UpM, GWP-Med	Capacités des partenaires	
<p><b>A3.</b> Faciliter le dialogue politique régional/sous-régional multipartite sur le Nexus WEFE pour mieux identifier les besoins, les solutions, les initiatives et les ressources habilitantes, y compris pour enrichir le programme-cadre du Nexus WEFE de l'UpM</p> <p><b>Actions indicatives</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation de tables rondes régionales (Med) et sous-régionales (ESE, MENA) pour faire avancer le dialogue politique</li> <li>- Organisation de réunions de la Task Force du Nexus WEFE (également en combinaison avec d'autres TF)</li> <li>- Progrès présentés et orientations reçues lors des réunions du WEG et du SOM</li> <li>- Organisation de réunions conjointes des Ministères Nexus WEFE des pays de l'UpM (à confirmer)</li> </ul>	x	x	x	UpM, Pays, UNEP MAP, RCC, GWP-Med, EC WES Project [tbc], GIZ [tbc], IUCN [tbc], IWMI MENA [tbc], JRC [tbc], ONUAA [tbc], MedCities [tbc], UNESCO WWAP [tbc], INWARDAM [tbc], , (other partners)	Projets connexes et capacités des partenaires	WEM

Activité	2020	2021	2022	Principaux partenaires	Ressources clés	Synergies thématiques
<b>B. Programme-cadre du Nexus WEFE</b>						
<p><b>B1.</b> Faciliter la planification des actions Nexus au niveau national et local et la priorisation des investissements pour les objectifs de durabilité, par un engagement structuré des parties prenantes</p> <p><b>Actions indicatives</b></p> <p><b>a.</b> Évaluations de Nexus élaborées au niveau national (Albanie Liban) et local (Maroc)</p> <p><b>b.</b> Plans d'action Nexus comprenant l'identification des investissements élaborés par le dialogue des parties prenantes au niveau national (Albanie, Liban), local (Maroc) et transfrontalier (bassin de la Drin, bassin de la Drina)</p>	x	x	x	a,b. Pays, GWP-Med, UNEP/MAP	a,b. ADA Nexus in SEE Project, GEF UNEP/MAP MedProgramme/Nexus Project	
<p><b>B2.</b> Mettre en œuvre des interventions pilotes locales (urbaines, rurales, côtières) en matière de Nexus et les transposer à plus grande échelle pour la sécurité de l'eau et la résilience climatique, grâce à l'engagement des jeunes</p> <p><b>Actions indicatives</b></p> <p><b>a.</b> Démonstrations techniques à petite/moyenne échelle du Nexus WEFE/NCWR mises en œuvre présentant les avantages multisectoriels et les solutions reproductibles (Jordanie - Jordanie/Palestine, Tunisie)</p> <p><b>b.</b> Les interventions techniques sur les domaines du WEFE Nexus/NCWR ont été examinées et classées par ordre de priorité et des options de financement ont été explorées (Jordanie - éventuellement Jordanie/Palestine, Tunisie)</p>	x	x	x	a,b. UpM, Pays, GWP-Med	a,b. Sida Matchmaker II Project	WEM
<p><b>B3.</b> Promouvoir les objectifs d'employabilité et d'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, dans les domaines liés à la Nexus</p> <p><b>Actions indicatives</b></p> <p><b>a.</b> Les jeunes et les femmes améliorent leur employabilité et leurs compétences entrepreneuriales dans les domaines du Nexus WEFE/NCWR par la formation et/ou le tutorat (Jordanie - éventuellement Jordanie/Palestine, Tunisie) avec un partage régional croisé</p>		x	x	a. UpM, GWP-Med	a. Sida Matchmaker II Project	WEM
<p><b>B4.</b> Faciliter les investissements publics, des donateurs et privés</p> <p><b>Actions indicatives</b></p> <p>Priorisation et mobilisation des investissements assistées par un dialogue avec les parties prenantes - activités à définir ; certaines sont déjà liées au point B.1a</p>						
<p><b>B5.</b> Promouvoir le partage des connaissances, y compris l'interconnexion des projets régionaux et nationaux connexes :</p> <p><b>Actions indicatives</b></p> <p><b>a.</b> Nexus WEFE Getaway (Atlas)</p> <p><b>b.</b> Développement de produits de connaissance sur les solutions techniques du Nexus WEFE et sur l'employabilité/l'esprit d'entreprise, le genre/les jeunes</p> <p><b>c.</b> Activités de renforcement des capacités pour les parties prenantes ciblées, notamment en ce qui concerne l'égalité des sexes</p>	x	x	x	a. UpM, JRC, GWP-Med b. UpM, GWP-Med c. GWP-Med	a. Partners' capacities b. Sida Matchmaker II Project c. Sida Matchmaker I and II Projects, ADA Nexus in SEE Project, GEF UNEP/MAP MedProgramme/Nexus Project	WEM
<p><b>B6.</b> Explorer les options pour promouvoir une nouvelle génération de Nexus de stations d'épuration (réutilisation de l'eau, production de bioénergie, production d'engrais, etc.), éventuellement avec la mobilisation d'investissements privés</p>	x	x	x	UpM, GWP-Med, UNEP/MAP [tbc]	Capacités des partenaires	

### 1. Introduction

Le plan de travail 2020-2022 du groupe d'experts de l'UpM sur le thème Eau-Emploi-Migration (WEM) vise à traduire en actions les objectifs et le contenu du chapitre correspondant du programme de travail à long terme.

En tant que telles, les activités proposées en 2020-2022 correspondent aux résultats et types d'intervention/résultats présentés dans le chapitre du programme de travail du groupe d'experts de l'UpM (joint en annexe). Ils comprennent plus précisément:

RÉSULTATS ATTENDUS	OBJECTIFS VISÉS	ACTIVITÉS 2020-2022
Identification et hiérarchisation des défis et solutions liés à l'eau, à l'emploi et à la migration (WEM), à différentes échelles géographiques, par le biais d'analyses et de consultations multipartites	Établir un contexte pour les interventions politiques, l'identification et la hiérarchisation des investissements	Activités à sélectionner dans le tableau détaillé du plan de travail WEM 2020-2022 sur la base des consultations des pays et des institutions.
Renforcement des cadres de gouvernance du WEM, à différentes échelles géographiques	Fournir des outils pour promouvoir l'accent sur le WEM dans les systèmes de gouvernance	Comme ci-dessus
Permettre la planification et la mise en œuvre des solutions WEM	Coordonner, exploiter et faciliter le financement des interventions WEM	Comme ci-dessus
Partage des connaissances et renforcement des capacités sur les méthodologies, les politiques et les technologies WEM	Générer et diffuser les connaissances WEM	Comme ci-dessus
Actions de démonstration mises en œuvre comme moyen de partage des connaissances WEM	Concevoir et mettre en œuvre des interventions pilotes susceptibles d'être reproduites au niveau local	Comme ci-dessus

Compte tenu des défis liés au COVID-19, notamment le report de la 11<sup>ème</sup> réunion du groupe d'experts sur l'eau (prévue fin mars 2020, à Athènes), l'élaboration des plans de travail thématiques du groupe d'experts a été retardée. Il est ainsi suggéré que ceux-ci couvrent la période 2020-2022, ce qui accordera plus de temps pour la mise en œuvre. Malgré cela, certaines activités ont déjà été mises en œuvre au cours du premier semestre 2020.

La version zéro actuelle fournit une approche préliminaire. Elle fait notamment écho aux présentations et aux discussions de la réunion informelle du groupe d'experts sur l'eau (9-10 juin 2020, en ligne). Elle sera brièvement présentée lors de la réunion conjointe des groupes de travail de l'UpM sur les Nexus WEF-E et le WEM (23 juillet 2020, en ligne), et une version actualisée sera disponible et diffusée pour les contributions des parties prenantes intéressées et pour l'orientation des États membres de l'UpM.

## 2. Activités 2020-2022

Le tableau suivant présente les activités suggérées ainsi qu'un calendrier indicatif pour leur mise en œuvre, les partenaires contributeurs suggérés et les ressources éventuellement engagées. Des partenaires pourront venir s'ajouter à terme et au vu de l'intérêt manifesté. La dernière colonne indique les intersections/synergies des activités WEM avec celles d'autres plans de travail thématiques.

Activité	2020	2021	2022	Principaux partenaires	Ressources clés	Synergies thématiques
<b>A. Préparer le terrain</b>						
<b>A1.</b> Cartographie des principaux partenaires et actions WEM (en cours et prévues) aux niveaux régional et national	x	x		UpM, GWP-Med	Capacités des partenaires	
<b>A2.</b> Faciliter le dialogue politique régional/sous-régional multipartite WEM afin de mieux identifier les besoins, les solutions, les initiatives et les ressources habilitantes, y compris pour enrichir le programme-cadre WEM de l'UpM  <b>Actions indicatives</b> - Organisation de réunions de la Task Force WEM (également en combinaison avec d'autres TF) - Dialogue multipartite sur les questions prioritaires du WEM, y compris sur les résultats du programme-cadre WEM - Progrès présentés et orientations reçues lors des réunions du WEG et du SOM	x	x	x	UpM, Pays, GWP-Med, UNESCO WWAP, CMI, ILO, Women for Water, UNIDO [tbc], CEWAS [tbc], MedCities [tbc], (other partners)	Capacités des partenaires	Nexus WEFE

Activité	2020	2021	2022	Principaux partenaires	Ressources clés	Synergies thématiques
<b>B. Programme-cadre WEM</b>						
<p><b>B1.</b> Faciliter la planification des actions WEM au niveau national et local et la priorisation des investissements pour les objectifs de durabilité, par un engagement structuré des parties prenantes</p> <p><b>Actions indicatives</b> [Pas encore défini]</p>						
<p><b>B2.</b> Mettre en œuvre des interventions WEM pilotes locales (urbaines, rurales, côtières) et les développer pour la sécurité de l'eau et la résilience climatique, grâce à l'engagement des jeunes</p> <p><b>Actions indicatives</b>  <b>a.</b> Des démonstrations techniques WEM/NCWR à petite/moyenne échelle ont été mises en œuvre, présentant des avantages multisectoriels et des solutions reproductibles (Jordanie - peut-être Jordanie/Palestine, Tunisie)  <b>b.</b> Les interventions techniques dans les domaines du WEM/NCWR ont été examinées et classées par ordre de priorité et des options de financement ont été explorées (Jordanie - éventuellement Jordanie/Palestine, Tunisie)</p>	x	x	x	a,b. UpM, Pays, GWP-Med	a,b. Sida Matchmaker II Project	Nexus WEFE
<p><b>B3.</b> Promouvoir les objectifs d'employabilité et d'entrepreneuriat pour les jeunes et les femmes, dans les domaines liés au WEM</p> <p>Actions indicatives  <b>a.</b> Les jeunes et les femmes améliorent leur employabilité et leurs compétences entrepreneuriales dans les domaines du WEM/NCWR par la formation et/ou le tutorat (Jordanie - éventuellement Jordanie/Palestine, Tunisie) avec un partage régional croisé  <b>b.</b> Brève analyse de marché WEM/Nexus WEFE élaborée (éventuellement Jordanie/Palestine, Tunisie)</p>		x	x	a,b. UpM, GWP-Med	a,b. Sida Matchmaker II Project	Nexus WEFE
<p><b>B4.</b> Faciliter les investissements publics, des donateurs et privés</p> <p><b>Actions indicatives</b> [Pas encore défini]</p>						
<p><b>B5.</b> Promouvoir le partage des connaissances, y compris l'interconnexion des projets régionaux et nationaux connexes</p> <p><b>Actions indicatives</b>  <b>a.</b> Le contenu du WEM a été enrichi et les priorités ont été passées en revue par les bénéficiaires et les principaux partenaires grâce à un contenu annoté/des termes de référence de l'évaluation à grande échelle du WEM pour l'Afrique/Asie-Méditerranée-UE  <b>b.</b> Développement de produits de connaissance sur les solutions techniques WEM et sur l'employabilité/ l'esprit d'entreprise, le genre/les jeunes  <b>c.</b> Activités de renforcement des capacités pour les parties prenantes ciblées, notamment en ce qui concerne l'égalité des sexes</p>	x	x	x	a,b,c. UpM, GWP-Med	a,b,c. Sida Matchmaker II Project	Nexus WEFE

## App3: Eau Assainissement et Hygiène

### 1. Introduction

Le plan de travail 2020-2022 sur le thème de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) vise à traduire en actions les objectifs et le contenu du chapitre correspondant du programme de travail à long terme.

En tant que telles, les activités proposées en 2020-2022 correspondent aux résultats et types d'intervention/résultats présentés dans le chapitre du programme de travail du groupe d'experts de l'UpM (joint en annexe). Ils comprennent plus précisément:

RÉSULTATS ATTENDUS	OBJECTIFS VISÉS	ACTIVITÉS 2020-2022
Les défis WASH et les solutions innovantes sont identifiés et classés par ordre de priorité, à différentes échelles géographiques, grâce à une consultation multipartite basée sur les ODD et les JMP, la directive cadre de l'UE sur l'eau pour les pays de la CE.	Établir un contexte pour les interventions politiques, l'identification et la hiérarchisation des investissements	1(1.1-1.3)
Renforcement des cadres de gouvernance WASH, à différentes échelles géographiques	Fournir des outils pour introduire les réformes nécessaires dans les systèmes de gouvernance du secteur WASH	2.3
Permettre la planification et la mise en œuvre de solutions innovantes WASH, à différentes échelles géographiques.	Coordonner, mobiliser et faciliter le financement des interventions WASH	2.1, 2.2
Partage des connaissances et renforcement des capacités en matière de politiques et de technologies WASH	Générer et diffuser des connaissances sur les innovations et les inventions dans le secteur WASH	2.4 durabilité/viabilité-échanges Approche des leçons apprises-
Applications de démonstration mises en œuvre comme moyens de partage des connaissances	Concevoir et mettre en œuvre des interventions pilotes susceptibles d'être reproduites au niveau local	2.5

Compte tenu des défis liés au COVID-19, notamment le report de la 11<sup>ème</sup> réunion du groupe d'experts sur l'eau (prévue fin mars 2020, à Athènes), l'élaboration des plans de travail thématiques du groupe d'experts a été retardée. Il est ainsi suggéré que ceux-ci couvrent la période 2020-2022, ce qui accordera plus de temps pour la mise en œuvre. Malgré cela, certaines activités ont déjà été mises en œuvre au cours du premier semestre 2020.

La version zéro actuelle fournit une approche préliminaire. Elle fait notamment écho aux présentations et aux discussions de la réunion informelle du groupe d'experts sur l'eau (9-10 juin 2020, en ligne). Elle sera brièvement présentée à la réunion conjointe des Task Forces de l'UpM sur la thématique WASH (2020, en ligne), et une version mise à jour sera disponible et diffusée pour les contributions des parties prenantes intéressées et pour l'orientation des États membres de l'UpM.

## 2. Activités 2020-2022

Le tableau suivant présente les activités suggérées ainsi qu'un calendrier indicatif pour leur mise en œuvre, les partenaires contributeurs suggérés et les ressources éventuellement engagées.

Des partenaires pourront venir s'ajouter à terme et au vu de l'intérêt manifesté. La dernière colonne indique les intersections/synergies des activités WASH avec celles d'autres plans de travail thématiques.

Activité	2020	2021	2022	Principaux partenaires	Ressources clés	Synergies thématiques
<b>A. Préparer le terrain - Formulation des actions</b>						
<b>A1.</b> Rapport technique sur l'état des lieux (identification des forces et des faiblesses, mise en évidence des domaines prioritaires pour le partage croisé des informations et des connaissances) - Utilisation des données existantes (PNUE/PAM, UpM, autres) - Données supplémentaires collectées par le biais d'un questionnaire	x	x		UpM, Pays, UNEP/MAP, IME, others, League of Arab States TBC UNESCO WWAP, UN ESCWA		
<b>A2.</b> Évaluation des conditions de santé liées aux aspects sanitaires (données OMS, etc.)	x	x	x	UpM, Pays, UNEP/MAP, IME, others TBC WHO, UN ESCWA		
<b>A3.</b> Élaboration d'un rapport sur l'état des lieux des politiques mettant en évidence différentes approches, traitant de la politique, de la réglementation et de la mise en œuvre	x	x	x	UpM, Pays, UNEP/MAP, IME, others		
<b>B. Action</b>						
<b>B1.</b> Niveau régional - Organisation de deux ateliers pour permettre des échanges visant à mettre en place une plateforme de dialogue, à approfondir l'identification des besoins - Engagement avec les instruments de financement et les partenaires euro-méditerranéens (c'est-à-dire la BM)	x		x	UpM, CEDARE, IME, HCWW,  Turquie		
<b>B2.</b> Niveaux national et local - Sur la base du point 1.3, l'identification des - Activités (c'est-à-dire ateliers) ciblant la coordination intersectorielle et intra-pays des politiques WASH - des solutions innovantes et adaptées - Organisation d'un ou plusieurs ateliers de formation sur l'application de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans le cadre de la gestion intégrée des ressources en eau		x	x	Tunisie, Maroc, Jordanie, Palestine		
<b>B3.</b> Publications de l'UpM sur la mise en œuvre des principes WASH			x	UpM, IME		
<b>B4.</b> Mise en place d'un réseau de collecte et de diffusion d'exemples de bonnes et mauvaises pratiques et d'exemples de durabilité/viabilité bancaire de la région			x	UpM, IME, GWP-Med, plus de partenaires		
<b>B5.</b> Diffusion des résultats du processus à présenter aux décideurs politiques (réunion ministérielle ou de hauts fonctionnaires) ; les résultats de cette initiative pourraient être utilisés dans d'autres enceintes.		x	x	UpM, UNESCO		
<b>B6.</b> Applications de démonstration mises en œuvre comme moyens de partage des connaissances	x	x	x			

## App4: Eau et Actions pour le Changement Climatique

### 1. Introduction

Le plan de travail 2020-2022 sur le thème Eau et Actions pour le Changement Climatique, vise à traduire en actions les objectifs et le contenu du chapitre correspondant du programme de travail à long terme.

La mise en œuvre du plan bisannuel sera alignée sur le plan d'action du groupe de travail de l'UpM sur le changement climatique.

En tant que telles, les activités proposées en 2020-2022 correspondent aux résultats et types d'intervention/résultats présentés dans le chapitre du programme de travail du groupe d'experts de l'UpM (joint en annexe). Ils comprennent plus précisément:

RÉSULTATS ATTENDUS	OBJECTIFS VISÉS	ACTIVITÉS 2020-2022
Les défis de la thématique 'Eau et Actions pour le Changement Climatique' et les solutions innovantes ont été identifiés et classés par ordre de priorité, à différentes échelles géographiques, grâce à une consultation multipartite basée sur les CDN, les PAN et les ODD.	Établir un contexte pour les interventions politiques, l'identification et la hiérarchisation des investissements	Activités à sélectionner dans le tableau détaillé du plan de travail 2020-2022 sur la base des consultations des pays et des institutions.
Renforcement des cadres de gouvernance, à différentes échelles géographiques.	Fournir des outils pour introduire et rendre opérationnel la thématique 'Eau et Actions pour le Changement Climatique' dans les systèmes de gouvernance des pays	<ul style="list-style-type: none"><li>• Élaborer un cadre pour l'évaluation et le suivi de la vulnérabilité de l'eau et de l'efficacité des interventions d'adaptation : Mise en place, à la demande du pays, d'un système de suivi et d'évaluation de l'adaptation à l'eau (systèmes nationaux de S&amp;E)</li><li>• Aider à élaborer, le cas échéant, des systèmes d'information et des indicateurs nationaux pour suivre l'adaptation et faciliter la prise de décision</li></ul>
Permettre la planification et la mise en œuvre de solutions innovantes, à différentes échelles géographiques.	Coordonner, exploiter et faciliter le renforcement des capacités, le transfert de technologies et le financement des interventions	Comme ci-dessus
Partage des connaissances par le biais d'exemples de réussite et d'applications de démonstration mises en œuvre.	Concevoir et mettre en œuvre des projets pilotes d'adaptation susceptibles d'être reproduits au niveau local	Comme ci-dessus

## 2. Activités 2020-2022

Le tableau suivant présente les activités suggérées ainsi qu'un calendrier indicatif pour leur mise en œuvre, les partenaires contributeurs suggérés et les ressources éventuellement engagées. Des partenaires pourront venir s'ajouter à terme et au vu de l'intérêt manifesté.

La dernière colonne indique les intersections/ synergies des activités pour la thématique Eau et Actions pour le Changement Climatique avec celles d'autres plans de travail thématiques.

Activité	2020	2021	2022	Principaux partenaires	Ressources clés	Synergies thématiques
<b>A. Préparer le terrain</b>						
<p><b>A1.</b> Établir le contexte des interventions politiques et de l'identification et de la priorisation des investissements</p> <p><b>a.</b> Procéder à une évaluation des BPA et des besoins exprimés dans les PND et les PAN des pays par rapport à l'ACC sur l'eau</p> <p><b>b.</b> Donner la priorité aux actions eau et CC dans le cadre des PAN en mettant l'accent sur les technologies locales innovantes ou ancestrales de gestion de l'eau</p>	x			UpM, GWP-Med DG Climate, DG Environment, DG NEAR, ONUAA, UNEP MAP, MedECC, SEMIDE/EMWIST, GlobalCAD		
<p><b>A2.</b> Faciliter un processus et un dialogue multipartites à différents niveaux en se concentrant sur les IFI, les fonds de placement privés, le FEM, le FCM, etc.</p> <p><b>a.</b> Élaboration de lignes directrices pour la conception et la mise en œuvre de dialogues politiques sur l'eau dans le cadre de l'ACC</p> <p><b>b.</b> Lignes directrices pour l'intégration des considérations liées au genre/aux groupes vulnérables dans le programme national de la thématique Eau et Actions pour le Changement Climatique (CCA)</p>		x	x	UpM, GWP-Med DG Climate, DG Environment, DG NEAR, ONUAA, UNEP MAP, MedECC, SEMIDE/EMWIST, GlobalCAD		
<b>B. Programme-cadre WCCA</b>						
<p><b>B1.</b> Coordonner, exploiter et faciliter le renforcement des capacités, le transfert de technologie et le financement des interventions - Le développement des infrastructures est coordonné par une planification stratégique, alignée sur les CDN, les ODD et les plans d'adaptation nationaux</p> <p><b>B2.</b> Préparer les investissements et faciliter le financement vert</p> <p><b>B3.</b> Élaboration d'applications pilotes de pointe pour l'adaptation de l'eau locale au changement climatique, facilitée par une approche régionale de partage des connaissances, comme moyen de démontrer les options de transfert de technologie.</p> <p><b>B4.</b></p> <p><b>a.</b> Élaborer des projets d'adaptation au WCCA présentant des mesures d'atténuation et d'adaptation axées sur les co-bénéfices du FCM et de la résilience de l'eau, notamment par la mise en œuvre d'approches Nexus du WEFE et comme contribution à la résolution des problèmes d'emploi</p> <p><b>b.</b> Mettre en place un cadre méditerranéen pour veiller à la sauvegarde des savoir-faire ancestraux permettant de renforcer la résilience des populations locales face au changement climatique, notamment dans les zones rurales</p> <p><b>c.</b> Soutenir les initiatives climatiques des jeunes autour de la Méditerranée</p>	x	x	x	UpM, GWP-Med DG Climate, DG Environment, DG NEAR, ONUAA, UNEP MAP, MedECC, SEMIDE/EMWIST, GlobalCAD		
		x	x			
	x					
	x	x	x			
	x	x	x			
	x	x	x			

# 1 La station de désalinisation pour la bande de Gaza

La facilité de désalinisation pour la bande de Gaza devrait **fournir de l'eau potable à 2 millions d'habitants palestiniens de Gaza**, où plus de 97% de l'eau n'est pas potable. Il s'agit d'une opération historique composée de trois projets intégrés dans ce territoire :

- Construction d'une usine de désalinisation d'eau de mer d'une capacité initiale de 55 millions de m<sup>3</sup> et un objectif final d'une capacité globale de 100 millions de m<sup>3</sup>.
- Développement d'un système d'acheminement Nord-Sud qui permet la distribution d'eau douce dans toute la bande de Gaza et qui réduira considérablement les pertes d'eau.
- Mise en œuvre d'un module de réduction de l'eau non rémunérée afin d'améliorer l'efficacité du système dans son ensemble et de réduire les pertes d'eau.

Le projet contribuera à **régénérer la seule source d'eau douce** de Gaza, à savoir l'aquifère côtier qui passe également sous les pays voisins. Le projet est un pas en avant vers une réduction efficace de la pollution en Méditerranée orientale, en tant que composante d'un programme plus large de gestion de l'eau et des eaux usées comprenant le développement complémentaire d'installations de traitement des eaux usées.

**Localisation:** Gaza, Palestine

**Bénéficiaires:** La population vivant dans la bande de Gaza, les pays voisins et la région de la Méditerranée orientale.

**Partenaires:** Commission européenne (CE) ; Banque européenne d'investissement (BEI) ; Banque islamique de développement (BID) ; Banque mondiale (BM).



## 2 Programme intégré pour la protection du lac de Bizerte contre la pollution

Le projet contribuera à la **dépollution du lac de Bizerte**, dans le nord de la Tunisie, et réduira la pollution indirecte ayant un impact sur la mer Méditerranée, grâce à une approche intégrée et concertée impliquant les acteurs locaux tout en investissant dans des installations visant à réduire les déchets liquides ou solides et les émissions atmosphériques autour du lac.

Le projet, qui est promu et commandé par le ministère tunisien de l'environnement et du développement durable, visera à **éliminer les principales sources de pollution** qui contaminent le lac ou les populations riveraines afin de garantir un état environnemental sain, d'assurer un niveau de qualité de vie et des **activités urbaines et économiques durables** telles que l'agriculture, l'industrie, le tourisme, l'aquaculture ou la pêche.



Le projet se concentrera sur quatre domaines d'investissement prioritaires :

- **Pollution industrielle** : investissements dans les secteurs de l'acier, du ciment et du pétrole pour gérer la pollution industrielle ou atmosphérique de l'eau ou de l'air conformément aux normes tunisiennes.
- **Eaux usées urbaines** : les travaux d'extension et de réhabilitation permettront de mettre la collecte et le traitement des eaux usées aux normes tunisiennes.
- **Déchets solides** : par l'assainissement des décharges, la sécurisation des zones de stockage, la création d'une station d'épuration et de centres de transfert dans les zones rurales.
- **Gestion des zones côtières** : nettoyage et aménagement des rives du lac et extension des ports de pêche.

📍 **Localisation:** Bizerte Lake, Tunisie

**Bénéficiaires:** 400 000 habitants de la région, acteurs industriels publics et privés.

**Partenaires:** Institutions financières internationales, la Banque européenne d'investissement et la Commission européenne, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

## 3 Gouvernance et financement pour le secteur de l'eau en Méditerranée

Le projet régional «Gouvernance et financement pour le secteur de l'eau en Méditerranée», mis en oeuvre par le GWP-Med et conçu conjointement avec l'OCDE, a abordé **les liens étroits entre la gouvernance de l'eau et le financement durable** par un diagnostic des principaux obstacles et l'identification d'actions réalistes pour les contourner et attirer les investissements dans le secteur de l'eau de la région méditerranéenne. L'objectif principal était de **promouvoir des actions pour la mobilisation du financement de l'eau**, notamment par le biais de partenariats public-privé (PPP), et de soutenir l'élaboration de plans d'action consensuels fondés sur les bonnes pratiques internationales. Le projet régional a été mis en oeuvre sur quatre ans (2013-2017) grâce à une interaction d'activités régionales et nationales ; ces dernières ont été réalisées dans quatre pays cibles, à savoir la Jordanie, le Liban, la Palestine (avec deux phases de travail) et la Tunisie. Le projet a été conçu autour de deux composantes distinctes mais étroitement liées: Les examens par

pays, élaborés dans le cadre de dialogues politiques nationaux inclusifs et multipartites, et l'interface régionale, par le biais de dialogues réguliers visant à partager les expériences politiques, les bons/mauvais enseignements tirés et à améliorer l'apprentissage entre pairs.

**Localisation:** Région méditerranéenne et MENA ; les pays concernés sont la Jordanie, le Liban, la Tunisie et la Palestine

**Bénéficiaires:** Ministères chargés de l'eau, ministères des finances, unités de PPP, gouvernements et organismes publics chargés de la préparation, de la réglementation et du suivi des projets de PPP et des activités connexes, services des eaux, partenaires privés.

**Partenaires d'exécution:** Partenariat mondial pour l'eau - Méditerranée (GWP-Med), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

**Partenaires stratégiques:** Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida), le Fonds fiduciaire de la FEMIP (FTF) de la Banque européenne d'investissement (BEI), le programme de partenariat Med FEM-PNUE/PAM et le volet méditerranéen de l'Initiative européenne pour l'eau (MED EUWI) de coopération et de développement économiques (OCDE).

## 4 Vers une plate-forme méditerranéenne de connaissances sur l'eau

Le projet vise à faciliter la production, l'harmonisation et le **partage d'informations** sur l'eau entre les principaux acteurs de la Méditerranée, contribuera à **améliorer le dialogue et les processus** de planification et à rendre les informations plus facilement accessibles aux acteurs concernés. L'infrastructure de données fournie par le projet (systèmes nationaux d'information sur l'eau - NWIS) est susceptible de générer des services à valeur ajoutée et de **contribuer à une croissance durable dans les pays** méditerranéens et de promouvoir les investissements dans la région.

Le projet définira quelles données, informations et expertise sont nécessaires pour planifier la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). Il **renforcera également la régulation de l'eau**, en garantissant la disponibilité des données et leur appropriation aux niveaux local et national. Les informations

fournies par le projet permettront d'évaluer les meilleures pratiques, la gestion conjointe des ressources transfrontalières et le suivi des projets/politiques régionaux et sous-régionaux dans la région méditerranéenne, sur une base de volontariat.

**Localisation:** Jordanie, Liban, Monaco, Maroc, Espagne et Tunisie

**Bénéficiaires:** Autorités nationales et locales chargées de l'eau, acteurs publics et privés du secteur de l'eau, ministères et agences respectives en charge de l'environnement, de l'agriculture, de la santé et des statistiques.

**Partenaires:** L'Office international de l'eau, l'Institut méditerranéen de l'eau, SEMIDE, le Centre de la Ligue des États arabes pour l'étude de l'eau et la sécurité de l'eau dans les pays arabes (COFWS), le Plan Bleu (centre d'activités régionales du PNUE-PAM), REMOB, l'Institut euro-méditerranéen de l'eau (IEA) et la Fondation AGBAR.

## 5 Projet Life

Le **projet intégré LIFE** (IP) est élaboré pour être mis en œuvre sur l'ensemble du Malta River Basin District (RBD), et donc sur l'ensemble du territoire d'intérêt pour le 2e plan de gestion du bassin fluvial de Malte. Les actions de l'IP seront mises en œuvre dans les deux îles principales de **Malte et de Gozo**, Malte étant confrontée à des défis tels que la **pénurie d'eau et les conditions de sécheresse**, la forte densité de population, l'intrusion saline, la contamination, la vulnérabilité des eaux côtières.

La proposition comprend plusieurs actions axées sur le **développement d'actions pilotes** sur une base régionale. Ces actions comprennent des sites de démonstration pour la réutilisation des eaux usées, des systèmes de recharge des aquifères gérés

dans le contexte de la gestion locale de l'eau, où ces pratiques de gestion seront testées sur des sites pilotes établis dans le cadre des actions LIFE IP, puis reproduites dans une perspective nationale grâce à l'utilisation des mesures financées par le Fonds de cohésion de l'UE et le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) dans le cadre du 2e PCRD.

**Localisation:** Gozo et Malte

**Bénéficiaires:** Autorités nationales et locales maltaises ; secteur privé maltais ; université maltaise ; associations d'utilisateurs maltais ; administrations des pays non membres de l'UE intéressées par l'UpM.

**Partenaires:** L'Agence de l'énergie et de l'eau de Malte (EWA).

## 6 Programme de renforcement des capacités sur l'intégrité de l'eau dans la région MOAN

Le projet a été mis en œuvre sur une période de quatre ans (2014 - 2017), par le SIWI et le GWP-Med. L'objectif du projet est de contribuer à **l'amélioration de la qualité de vie dans la région MENA** par la mise en œuvre d'une **gestion intégrée, équitable et durable des ressources** en eau.

**Le projet vise en particulier à :**

- **Agir au niveau régional**, en renforçant le dialogue et la sensibilisation de 100 alumni sur la manière dont l'intégrité, la transparence, la responsabilité et la corruption peuvent être abordées dans la gestion des ressources en eau ;
- **Agir au niveau intergouvernemental**, en sensibilisant et en favorisant un dialogue politique de haut niveau sur l'intégrité de l'eau parmi environ 60 fonctionnaires de haut niveau ;
- **Agir au niveau national**, en faisant mieux connaître à 100 responsables de l'eau les outils permettant d'améliorer la circulation de l'information et les canaux de communication entre les décideurs.

• **Agir au niveau opérationnel**, en améliorant la capacité de 100 gestionnaires de l'eau de niveau intermédiaire et d'autres professionnels à assurer l'intégrité au sein de leurs organisations.

• **Agir au niveau local**, en améliorant la capacité de 100 représentants locaux de la société civile à exiger la transparence.

**Localisation:** Jordanie, Palestine, Liban, Maroc, Tunisie

**Bénéficiaires:** 100 Alumni ; 60 décideurs de haut niveau ; 100 responsables de la réglementation, du contrôle et de la planification dans le domaine de l'eau ; 100 gestionnaires de l'eau de niveau intermédiaire ; 100 organisations d'agriculteurs, associations d'utilisateurs d'eau, médias, étudiants, groupes de femmes et autres acteurs de la société civile ; partenaires nationaux, universités et centres de recherche.

**Partenaires:** SIWI, Integrity Action, GWPMed, Réseau arabe de gestion intégrée des ressources en eau (AWARENET), Union internationale pour la conservation de la nature - Bureau régional pour l'Asie occidentale (IUCN-ROWA), Université jordanienne des sciences et de la technologie, Institut Issam Fares pour la politique publique et les affaires internationales de l'Université américaine de Beyrouth au Liban, Centre pour la recherche et les technologies de l'eau (CERTE) en Tunisie, Université Al-Quds en Palestine, Université Al-Akhawayn à Ifrane, Maroc.

# 7 Water and Environment Support

Le **Water and Environment Support (WES)** est un projet régional conçu pour contribuer à la mise en œuvre d'une **approche intégrée de la réduction et de la prévention de la pollution**. Il se concentre sur le renforcement de l'utilisation efficace de l'eau dans les zones urbaines et rurales, le traitement approprié des eaux usées pour permettre leur utilisation/réutilisation, ainsi que le recouvrement des coûts et l'accessibilité financière des services d'eau.

Les activités soutiendront le programme de l'UpM sur l'environnement et l'eau et les objectifs de la Convention de Barcelone concernant la protection de l'environnement marin et côtier de la Méditerranée :

- **Lutte contre la pollution en Méditerranée**, avec une attention particulière pour la pollution due aux matières plastiques.
- **Soutien au secteur de l'eau** : fournir une assistance technique aux autorités nationales pour améliorer leur cadre politique sur l'eau, en leur donnant des conseils pour mettre en œuvre des politiques et des initiatives régionales axées sur l'utilisation efficace de l'eau.
- **Soutien aux groupes de travail de l'UpM** dans le domaine de l'environnement et de l'eau.



**Localisation:** Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine et Tunisie

**Bénéficiaires:** Autorités nationales, régionales et locales, organisations de la société civile, universités, établissements d'enseignement et de recherche, secteur privé, parlementaires.

**Partenaires:** LDK Consultants Global EEIG, Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production of UN Environment/Mediterranean Action Plan, Arab Network for Environment and Development, Association of Cities and Regions for Sustainable Resource Management, CIHEAM- Institut agronomique méditerranéen de Bari, Gopa Infra GmbH, Mediterranean Information Office for Environment, Culture and Sustainable Development (MIO-ECSDE), Ramboll Danmark A/S, Royal HaskoningDHV (EWA).

# 1 Station d'épuration d'As-Samra, Jordanie

Achevée en 2008, la station d'épuration d'As-Samra a remplacé les anciens bassins de stabilisation des eaux usées (WSP), améliorant à la fois la **quantité et la qualité de l'eau disponible** pour les zones agricoles en aval jusqu'à la vallée du Jourdain. Cependant, la croissance démographique rapide du pays a poussé la capacité de la station à ses limites.

De 2012 à 2015, le gouvernement jordanien, sous la direction du ministère de l'eau et de l'irrigation (MWI), a donné la priorité à **l'expansion de la station** d'épuration afin d'augmenter la capacité de traitement des eaux usées des gouvernorats d'Amman et de Zarqa, d'augmenter le volume d'eaux usées traitées disponibles en remplacement de l'eau douce pour un usage non domestique et de protéger l'agriculture existante des conséquences potentielles de la

pollution par les eaux usées non traitées. L'expansion comprend l'ajout de deux lignes de traitement supplémentaires, augmentant la capacité quotidienne moyenne d'As-Samra à traiter les eaux usées de 267 000 à 365 000 m<sup>3</sup> par jour (soit une augmentation de plus d'un tiers). La proportion d'eaux usées mélangées utilisées pour l'irrigation est passée de 61 à 83 %, libérant ainsi de **l'eau douce supplémentaire pour l'usage domestique** d'environ 2 020 000 personnes.

**Localisation:** Amman et Zarqa, Jordanie

**Bénéficiaires:** Habitants d'Amman, de Zarqa et de la région environnante.

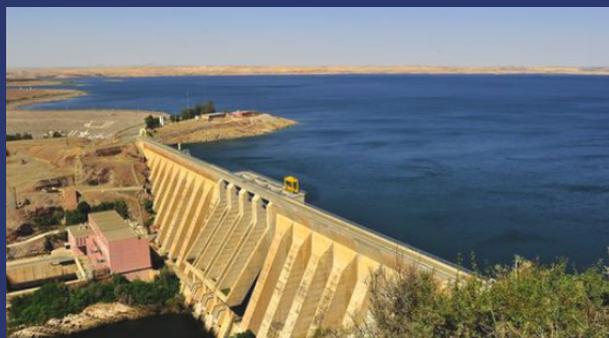
**Partenaires:** USAID, The Arab Bank, The Samra Plant Company (SPC), l'Agence suédoise de développement international (SIDA), Millennium Challenge Corporation (MCC).



## 2 Perforation du barrage d'Al Massira

Le barrage d'Al Massira a été construit entre 1975 et 1979 dans la province de Settat au Maroc. Son rôle consiste à **fournir suffisamment d'eau** pour le grand Casablanca, Safi et le grand Marrakech. La région connaît une croissance rapide, ce qui entraîne une **augmentation de ses besoins en eau**. Marrakech a besoin, en moyenne, de 2,5 mètres cubes d'eau par seconde.

Jusqu'à la perforation, il n'y avait aucun moyen de transporter l'eau du réservoir d'Al Massira vers la ville. Le projet, situé à 120 km de Marrakech, fait partie d'un programme visant à **renforcer l'accès à l'eau**. Le projet de perforation assure l'approvisionnement en eau potable de 2 millions d'habitants de la région de Marrakech. La Banque africaine de développement (BAD) a décrit le projet comme une «véritable percée» qui peut être reproduite au profit d'autres barrages au Maroc et dans d'autres pays africains.



📍 **Localisation:** Maroc

**Bénéficiaires:** Population locale, secteur agricole.

**Partenaires:** BAD, ONEE, Ministère de l'équipement.

## 3 Station d'épuration d'El-Gabal El-Asfar



📍 **Localisation:** Le Caire, Égypte

**Bénéficiaires:** 2,5 millions d'habitants au Caire.

**Partenaires:** L'Agence japonaise de coopération internationale (Jica) et la Banque africaine de développement (BAD).

L'extension de la station d'épuration des eaux usées d'El-Gabal El Asfar, située à l'est du Caire, a été achevée en 2018. L'objectif du projet était **d'augmenter la capacité** de traitement de la station d'épuration d'El Gabal El Asfar et de suivre de manière appropriée l'augmentation du flux d'eaux usées due à la croissance démographique, et de contribuer à **l'amélioration de l'environnement** de l'eau et de l'assainissement.

La station **fournit des services d'assainissement** et d'eau potable à environ **2,5 millions de personnes** dans la capitale. Le projet de station d'épuration des eaux usées d'El-Gabal El Asfar est conforme à la stratégie de gestion de l'eau du gouvernement, qui repose sur la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), y compris la gestion de la demande.

## 4 Usine de dessalement de Valdelentisco

---

L'usine de dessalement de Valdelentisco est une **installation de dessalement d'eau de mer** par osmose inverse (SWRO), située à Murcie, dans le sud-est de l'Espagne. Soutenue par le ministère espagnol de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement, la construction du projet a commencé en janvier 2005 et s'est achevée début 2008.

L'usine dispose d'un système de prise d'eau de mer en plein air et est conçue pour minimiser le risque de variations de la qualité de l'eau d'origine. L'eau potable propre qui en résulte est acheminée vers un réservoir de stockage, où elle est ensuite distribuée pour la consommation. La capacité de production maximale de l'usine, de 145 000m<sup>3</sup>/jour, extensible à 200 000m<sup>3</sup>/jour, en fait **l'une des plus grandes installations de dessalement** en Espagne.

📍 **Localisation:** Murcie, Espagne

**Bénéficiaires:** Région de Murcie.

**Partenaires:** Acuamed, Cadagua, Ferrovial Agroman.



## 5 Analyse comparative des Administrations de réseaux d'eau et d'égouts en Turquie

---

L'évaluation comparative des administrations des eaux et des égouts de Turquie a été lancée en 2016. Ce projet visait à **comparer les indicateurs de performance des administrations de l'eau et de l'assainissement** et à identifier les domaines d'amélioration. L'Institut turc de l'eau (SUEN), qui est un groupe de réflexion national, a mené le projet.

Diverses présentations et discussions ont eu lieu pour discuter de l'importance des activités de benchmarking dans le secteur de l'eau et évaluer la performance des administrations de l'eau et des égouts desservant plus de 70% de la population du pays.

📍 **Localisation:** Turkey

**Bénéficiaires:** Administrations des eaux et des égouts.

**Partenaires:** Sous l'autorité du ministère de l'agriculture et des forêts de Turquie.



Union for the Mediterranean  
Union pour la Méditerranée  
الاتحاد من أجل المتوسط



[ufmsecretariat.org](http://ufmsecretariat.org)

Suivez le Secrétariat de l'UpM sur :

 [ufmsecretariat](https://www.facebook.com/ufmsecretariat)

 [@UfMSecretariat](https://twitter.com/UfMSecretariat)

 [union-for-the-mediterranean](https://www.linkedin.com/company/union-for-the-mediterranean)

Palau de Pedralbes | Pere Duran Farell, 11 | 08034 Barcelone, Espagne  
Téléphone: 00 34 93 521 4100 | Fax: 00 34 93 521 4102